

Dépense publique : dynamisme des acteurs publics locaux

Depuis l'an 2000, les dépenses d'investissement et de fonctionnement des services civils de l'État en Alsace diminuent. Elles augmentent dans le secteur public local.

Le volume des dépenses globales annuelles réalisées en Alsace depuis l'an 2000 par les services civils et militaires de l'État, l'ensemble des collectivités locales et établissements publics hospitaliers, dépasse les 10 milliards d'euros. L'évolution des dépenses au cours des dernières années est très contrastée.

Alors que les dépenses budgétaires de l'État baissent notablement depuis l'an 2000 (-16,6 %), celles des collectivités territoriales et des grandes communes progressent fortement (respectivement 41,7 % et 43,3 %) entre 2000 et 2004. Cette hausse est continue pour les deux Départements. Après un net recul en 2002, année post-électorale,

Hausse soutenue des dépenses globales des collectivités locales

Collectivités locales	Dépenses 2004 (en millions d'euros)	Évolution (en %)	
		2003-2004	2000-2004
Région Alsace	538	11,9	41,5
Département du Bas-Rhin	784	20,0	49,3
Département du Haut-Rhin	554	10,8	32,4
Ensemble Départements	1 338	16,0	41,8
Ensemble Région et Départements	1 876	14,8	41,7
Communes de +10 000 habitants	1 485	26,0	43,3

Source : Trésorerie Générale

l'ensemble des dépenses des villes alsaciennes augmente en 2004 de 26 % sur un an.

Équipements directs des grandes villes, en hausse

Sur la période 2000-2005, l'État réduit nettement les dépenses d'investissement de ses services civils (-17,6 %). La croissance annuelle en 2005 est faible (2,4 %). Ses investissements directs diminuent d'environ 8,5 % entre 2000 et 2005, malgré un rebond des réalisations en 2005. Certaines dépenses d'investissement indirect de l'État, telles que les subventions-dotations d'équipement versées à l'ensemble des collectivités locales d'Alsace,

varient peu sur une longue période (+9,5 %) ; toutefois, en 2005, les subventions d'équipement scolaire et des collèges versées aux deux Départements et surtout à la Région Alsace progressent de près de 9 % et s'élèvent à 30 millions d'euros.

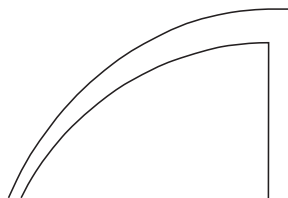
Le volume global des dépenses d'investissement de la Région et des Départements croît de manière modérée : 13,9 % entre 2002 et 2004. En quatre ans, il a diminué de 24 % alors que celui des grandes communes a progressé fortement, de 88 % entre 2000 et 2004.

Sur la période 2002-2004, tandis que les dépenses d'équipement direct de la Région progressent de 37,1 %, celles des grandes communes bondissent de 96,9 %. Cette croissance marquée provient essentiellement de la réalisation de grands équipements par les villes de Strasbourg, Mulhouse et Colmar. Les subventions d'équipement versées par la Région et les

Dépenses directes d'équipement : forte hausse dans les villes bas-rhinoises, progression pour la Région

Collectivités locales	Dépenses directes d'équipement 2004 (en millions d'euros)	Évolution (en %)	
		2003-2004	2000-2004
Région Alsace	96	21,5	82,2
Département du Bas-Rhin	84	-8,7	27,7
Département du Haut-Rhin	77	-17,2	43,8
Ensemble Région et Départements	257	-2,7	49,5
Communes de +10 000 habitants du Bas-Rhin	232	109,0	132,0
Communes de +10 000 habitants du Haut-Rhin	81	3,8	-19,0
Ensemble communes de +10 000 habitants	313	65,6	56,5

Source : Trésorerie Générale



Hausse continue des dépenses de fonctionnement, croissance soutenue des subventions aux secteurs de l'économie

Collectivités locales	Dépenses de fonctionnement en 2004 (en millions d'euros)	Évolution en %	
		2003-2004	2000-2004
Région Alsace	277	17,9	58,3
Départements Bas-Rhin et Haut-Rhin	833	23,8	56,3
<i>dont : frais de personnel - Région et Départements</i>	127	15,5	46,0
<i>dont : subventions/contingents ou transferts de fonctionnement versés Région et Départements</i>	789	27,5	ns*
Communes de +10 000 habitants	866	13,4	22,5

ns* : non significatif en raison du changement de nomenclature comptable des départements
Remarque : à partir de 2004, tous les départements ont appliqué la nouvelle instruction budgétaire et comptable M52. Les données 2003 des départements issues de l'ancienne comptabilité M5 ont été recalculées afin d'obtenir une meilleure base comparative.

Source : Trésorerie Générale

Départements aux divers secteurs de l'économie augmentent fortement (59,8 % entre 2002 et 2004). En 2004, leur montant atteint 350 millions d'euros dont 161 millions à la charge de la Région.

Hausse soutenue des charges de fonctionnement de la Région et des Départements

Le contraste est saisissant entre l'évolution des dépenses globales de fonctionnement du secteur public local et celle de l'État. Les services civils de l'État diminuent leurs dépenses de 22,8 % en cinq ans (2000-2005). Entre 2002 et 2004, ces charges augmentent nettement pour la Région (27,6 %) et les Départements (31,6 %), plus modérément pour les grandes communes (19,1 %) pour lesquelles la hausse concerne surtout les villes bas-rhinoises. Par contre, entre 2000 et 2004, la progression enregistrée pour la Région et les Départements dépasse 55 %.

La hausse des charges de personnel des services civils de l'État demeure très modérée : 9,2 % en cinq ans. Pour les grandes communes, la hausse s'établit à 11,2 % entre 2000 et 2004, avec une quasi-stagnation pour les villes haut-rhinoises. Si, en deux ans (2002-2004), la progression des frais de personnel de la Région reste mesurée avec 13 %, celle des Départements est nettement plus élevée, avec 31,6 %.

Explosion des subventions à caractère social.

Les subventions de fonctionnement versées en 2004 par la Région et les Départements représen-

tent 71 % de leurs charges totales de fonctionnement. Ces versements bénéficient à de nombreux secteurs de l'économie régionale : enseignement, culture, apprentissage, transports, entreprises, associations... Leur volume est important : en 2004, la Région a versé plus de 132 millions d'euros au secteur des transports et alloué 66 millions d'euros à la formation et l'apprentissage. Le niveau des subventions à caractère social des Départements explose en 2004 ; son montant global atteint 402 millions d'euros ; entre 2002 et 2004, ces versements augmentent de 74 %.

Les subventions payées par l'État dans la région baissent de 20,1 % entre 2000 et 2005 et approchent les 350 millions d'euros en 2005. Les subventions versées par les grandes communes atteignent 110 millions d'euros en 2004. Le soutien financier apporté conjointement par l'État et l'ensemble des collectivités locales alsaciennes à l'économie régionale est conséquent. En 2004, toutes subventions confondues, il correspond à près de 1,7 milliard d'euros.

Baisse modérée des dépenses de l'État dans la région

Nature des dépenses	Dépenses 2005 (en millions d'euros)	Évolution (en %)	
		2004-2005	2000-2005
Dépenses budgétaires	2 841	0,3	-16,6
Dépenses des services civils	2 295	0,3	-22,4
Dépenses de fonctionnement	2 097	0,1	-22,8
<i>dont : rémunérations des fonctionnaires et autres agents de l'État</i>	1 570	0,8	9,2
Dépenses d'investissement	198	2,4	-17,6
Dépenses des services militaires	546	0,3	21,7
Dépenses sans ordonnancement*	2 137	1,2	-1,2
<i>dont : pensions civiles et militaires (partie de la dette publique) de compétence régionale</i>	908	3,9	19,4
<i>dont : dégrèvements, remboursements sur imposition**</i>	1 218	-0,3	-12,4
Dépenses totales de l'État dans la région	4 978	0,7	-10,6

* dépenses payées selon une procédure simplifiée
** dégrèvements au titre de la taxe professionnelle, remboursements au titre de la TVA ou de l'impôt sur les sociétés

Source : Trésorerie Générale

Roselyne MERLE
Trésorerie Générale
du Bas-Rhin